

Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Lachute

Code géographique : 76020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Geneviève Lachance, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Lachute pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2019-06-03

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Lachute

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Lachute (l'« entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2018 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Lachute au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Lachute inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23-1, S23-2 et S23-3 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

[Original signé par]

GARIÉPY BUSSIÈRE CPA INC.*

*Par Jean-Gaétan Gariépy, CPA auditeur, CA

Saint-Jérôme, le

DATE 2019-06-03

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Budget	Réalisations	
		2018	2018	2017
Revenus				
Taxes	1	16 442 100	16 395 181	15 372 094
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 062 100	1 111 293	1 055 759
Quotes-parts	3			
Transferts	4	7 991 500	3 368 966	2 082 506
Services rendus	5	1 827 700	1 150 538	1 096 290
Imposition de droits	6	597 100	1 363 469	937 123
Amendes et pénalités	7	360 700	402 306	363 084
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	190 800	234 456	216 726
Autres revenus	10	2 523 800	778 062	514 553
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		23 107	(114 454)
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	30 995 800	24 827 378	21 523 681
Charges				
Administration générale	14	3 377 200	3 380 918	3 241 737
Sécurité publique	15	3 247 300	3 410 600	3 265 270
Transport	16	5 281 100	5 628 193	5 209 471
Hygiène du milieu	17	6 115 100	5 131 313	4 805 790
Santé et bien-être	18	86 900	114 203	95 326
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 244 400	1 322 217	878 318
Loisirs et culture	20	3 320 200	3 235 719	3 764 997
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 000 300	831 476	879 485
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	23 672 500	23 054 639	22 140 394
Excédent (déficit) de l'exercice	25	7 323 300	1 772 739	(616 713)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		60 673 617	61 290 330
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		60 673 617	61 290 330
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice				
	29		62 446 356	60 673 617

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	5 270 442	4 654 893
Débiteurs (note 5)	2	11 930 331	10 586 292
Prêts (note 6)	3	120 817	120 817
Placements de portefeuille (note 7)	4	200 948	176 903
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	3 198 429	3 665 822
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	20 720 967	19 204 727
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	4 002 000	788 500
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	4 864 700	4 013 676
Revenus reportés (note 12)	12	738 877	600 259
Dette à long terme (note 13)	13	33 473 750	34 496 779
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	43 079 327	39 899 214
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(22 358 360)	(20 694 487)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	83 550 327	80 296 398
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	555 843	413 327
Stocks de fournitures	19	341 560	316 451
Autres actifs non financiers (note 17)	20	356 986	341 928
	21	84 804 716	81 368 104
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	62 446 356	60 673 617

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget	Réalisations	
		2018	2018	2017
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 323 300	1 772 739	(616 713)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	22 760 100) (	7 895 791) (	3 552 498)
Produit de cession	3		251 877	70 301
Amortissement	4	3 940 000	4 575 261	4 441 286
(Gain) perte sur cession	5		(185 276)	(38 305)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(18 820 100)	(3 253 929)	920 784
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(142 516)	3 918
Variation des stocks de fournitures	9		(25 109)	5 588
Variation des autres actifs non financiers	10		(15 058)	(4 669)
	11		(182 683)	4 837
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(11 496 800)	(1 663 873)	308 908
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(20 694 487)	(21 003 395)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(20 694 487)	(21 003 395)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(22 358 360)	(20 694 487)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 772 739	(616 713)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	4 575 261	4 441 286
Autres			
- Gain sur cession d'immo	3	(185 276)	(38 306)
- Provision pour moins-value	4	24 301	104 967
	5	6 187 025	3 891 234
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 344 039)	1 879 714
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	851 024	291 882
Revenus reportés	9	138 618	29 287
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	(142 516)	3 918
Stocks de fournitures	12	(25 109)	5 588
Autres actifs non financiers	13	(15 058)	(4 669)
	14	5 649 945	6 096 954
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(7 895 791)	(3 552 498)
Produit de cession	16	251 877	70 301
	17	(7 643 914)	(3 482 197)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(71 453)	(66 108)
Remboursement ou cession	19	490 500	650 788
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	419 047	716 896
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	3 543 401	4 865 600
Remboursement de la dette à long terme	24	(4 522 697)	(4 190 880)
Variation nette des emprunts temporaires	25	3 213 500	(2 892 360)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(43 733)	21 761
Autres			
-	27		
-	28		
	29	2 190 471	(2 195 879)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	615 549	1 135 774
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	4 654 893	3 519 119
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	4 654 893	3 519 119
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	5 270 442	4 654 893

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la *Loi sur les cités et villes* du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable et les partenariats de la Ville de Lachute se composent ainsi :

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes contrôlés suivants :

Régie d'assainissement des eaux usées de Chatham/Lachute (RAEUCL) - Consolidation ligne par ligne

Taux de participation cumulatif en début d'exercice = 92 %

Taux de participation des opérations de l'exercice = 91 %

Taux de participation cumulatif en fin d'exercice = 92 %

Régie du Lac Beattie - Consolidation ligne par ligne

Taux de participation = 50 %

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville de Lachute, ainsi que des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable.

Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et les organismes contrôlés.

b) Partenariats

La Régie intermunicipale Argenteuil Deux-Montagnes est un organisme contrôlé qui constitue une entreprise municipale conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Elle est présentée aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

La quote-part de la Ville de Lachute dans la Régie intermunicipale Argenteuil Deux-Montagnes est de 49.05 %.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) Comptabilité d'exercice

Les opérations de la Ville sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit :

a) Actifs financiers

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur nette de recouvrement.

Placements de porte-feuille

Les placements de porte-feuille sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur nette de recouvrement.

b) Actifs non financiers

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et présentées à leur valeur amortie. Les dons sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties linéairement selon leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service et selon les périodes d'amortissement suivantes :

Infrastructures : 15, 20 et 40 ans

Bâtiments : 40 ans

Véhicules : 3, 10 et 20 ans

Machinerie, outillage et équipement divers : 10 et 20 ans

Ameublement et équipement de bureau : 5 et 10 ans

Terrains : non amortis

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs

S.O.

E) Revenus

Les revenus de transferts sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par ceux-ci à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Mesure d'allègement fiscal relative aux frais reportés :

- amorti sur la durée résiduelle applicable pour le rôle d'évaluation (2016-2017-2018)

- Frais d'assainissement des sites contaminés :

- renversé en totalité dans l'exercice au cours duquel le financement à long terme sera réalisé (règlement 2015-769).

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

I) Autres éléments**Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs, sur l'information fournie à l'égard des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté au titre des revenus et des charges au cours de la période considérée. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont connus.

Les principales estimations comprennent la durée de vie utile des immobilisations, la dépréciation des actifs financiers, les passifs éventuels et le passif au titre des sites contaminés.

Constatation des revenus

Les taxes foncières sont constatées lors du dépôt du rôle de perception;

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes foncières et les paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats de l'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Le gain ou perte sur cession d'actifs immobilisés est comptabilisé à la date de l'acte de transfert;

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds, soit celles impliquant un fonds réservé ou celles touchant l'excédent de fonctionnement affectés et l'excédent de fonctionnement non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission d'obligations sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de remboursement de la dette à long terme afférente et sont présentés en contrepartie de la dette à long terme.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations de taxes représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

contestations d'évaluations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Revenus reportés

Les revenus reportés sont transférés aux revenus lorsque les critères de constatation sont satisfaits et lorsque les charges ou les dépenses sont également comptabilisées.

Les sommes reçues pour fins de parcs et terrains de jeux en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme sont reportées jusqu'à ce qu'elles servent à acquérir ou aménager des terrains à ces fins.

Passif au titre des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés dont elle est responsable de la décontamination lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, qu'il est prévu que des avantages économiques seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

Excédent de fonctionnement affecté

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par la loi ou par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

Fonds réservés

En vertu des règlements de la Ville et des lois gouvernant le secteur municipal, certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants:

Fonds de roulement

Ce fond est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Ville d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisations et doivent être remboursés sur une période maximale de 10 ans.

Remboursement de la dette à long terme

Ce poste représente les remboursements de capital relatifs aux emprunts contractés et pour lesquels ces remboursements ne sont pas couverts par des tiers.

Montant des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme sont créés lors de l'émission présente ou à venir d'une dette à long terme sur la base des taux de subvention des différentes immobilisations faisant l'objet du financement.

3. Modification de méthodes comptables

Actifs, actifs éventuels et droits contractuels

Le 1er janvier 2018, la Ville a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 3210 "Actifs", SP 3320 "Actifs éventuels" et SP 3380 "Droits contractuels", du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Conformément aux dispositions transitoires, ces nouvelles normes, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2017, ont été appliquées prospectivement.

L'adoption de ces nouvelles recommandations a entraîné la divulgation d'informations à

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

l'égard des droits contractuels de la municipalité, notamment une description de la nature et de l'ampleur des droits contractuels ainsi que leur échéancier. Ces informations sont décrites à la note 19 des états financiers.

Apparentés

Le 1er janvier 2018, la Ville a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 2200 "Information relative aux apparentés" et SP 3420 "Opérations interentités", du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Conformément aux dispositions transitoires, ces nouvelles normes, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2017, ont été appliqués prospectivement.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers de la Ville.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	5 270 442	4 654 893
Découvert bancaire	2	()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
<i>Autres éléments</i>			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	5 270 442	4 654 893
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	1 087 959	834 388
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	930 668	680 165
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	8 438 472	8 591 690
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	1 464 589	396 047
Organismes municipaux	15	18 632	177 966
<i>Autres</i>			
- Amendes et frais à recevoir	16	308 094	267 070
- Mutations, assurance et autres	17	769 876	473 354
	18	11 930 331	10 586 292
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	6 455 734	6 858 034
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	6 455 734	6 858 034
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	933 628	929 438
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24	120 817	120 817
Prêts à un fonds d'investissement	25		
<i>Autres</i>			
-	26		
-	27		
	28	120 817	120 817
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	200 948	176 903
Autres placements	31		
	32	200 948	176 903
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	351 630	344 366
Autres régimes (REER et autres)	41	(52 406)	(6 836)
Régimes de retraite des élus municipaux	42	32 266	32 623
	43	331 490	370 153

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018**2017****10. Emprunts temporaires**

La Ville et ses organismes contrôlés disposent de facilités de crédit autorisées de 32 394 321\$ portant intérêts au taux préférentiel. Ces facilités de crédit dont 4 002 000\$ sont utilisées au 31 décembre 2018, sont renouvelables annuellement.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	2 377 650	1 811 436
Salaires et avantages sociaux	48	336 774	343 834
Dépôts et retenues de garantie	49	722 096	244 869
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52	450 000	450 000
Autres			
- Organismes municipaux	53	55 142	72 947
- Gouvernement du Québec	54	9 031	7 857
- Intérêts courus à payer	55	165 961	169 103
- Vacances courues	56	424 926	451 449
- Autres	57	323 120	462 181
	58	4 864 700	4 013 676

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	246 526	218 394
Fonds de développement des territoires	61	34 229	
Fonds parcs et terrains de jeux	62	316 423	316 035
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66	92 743	38 597
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Transferts	68	11 819	7 661
- Autres	69	37 137	19 572
-	70		
-	71		
	72	738 877	600 259

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018					2017	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,90	3,00	2019	2023	73	33 744 616	34 723 912
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80		
					81	33 744 616	34 723 912
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(270 866)	(227 133)
					83	33 473 750	34 496 779

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2018	
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres		
2019	84	92	4 187 712	100	109	117
2020	85	93	3 532 284	101	110	118
2021	86	94	2 892 860	102	111	119
2022	87	95	2 656 140	103	112	120
2023	88	96	2 558 252	104	113	121
2024 et +	89	97	17 917 368	105	114	122
	90	98	33 744 616	106	115	123
Intérêts et frais accessoires			107	()		124
	91	99	33 744 616	108	116	125

Note

	2018		2017	
14. Actifs financiers nets (dette nette)				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal	126	(22 358 360)	126	(20 694 487)
Tiers				
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()	127	()
Autres	128	()	128	()
	129	(22 358 360)	129	(20 694 487)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

15. Immobilisations

		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	36 727 791	158	1 051 823	185		212	37 779 614
Eaux usées	131	40 871 081	159	2 676 764	186		213	43 547 845
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	34 495 388	160	2 992 730	187	473 881	214	37 014 237
Autres	133	11 717 335	161	226 853	188	304 749	215	11 639 439
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	9 199 100	163	307 964	190		217	9 507 064
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	4 747 310	165	287 955	192	547 012	219	4 488 253
Ameublement et équipement de bureau	138	1 394 952	166	81 954	193		220	1 476 906
Machinerie, outillage et équipement divers	139	3 988 899	167	44 910	194	310 443	221	3 723 366
Terrains	140	3 090 589	168		195	26 506	222	3 064 083
Autres	141	6 768	169		196		223	6 768
	142	<u>146 239 213</u>	170	<u>7 670 953</u>	197	<u>1 662 591</u>	224	<u>152 247 575</u>
Immobilisations en cours	143	<u>2 461 824</u>	171	<u>224 838</u>	198		225	<u>2 686 662</u>
	144	<u>148 701 037</u>	172	<u>7 895 791</u>	199	<u>1 662 591</u>	226	<u>154 934 237</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	16 918 738	173	944 465	200		227	17 863 203
Eaux usées	146	17 659 444	174	1 088 749	201		228	18 748 193
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	17 565 772	175	1 403 442	202	473 881	229	18 495 333
Autres	148	6 066 737	176	431 144	203	304 749	230	6 193 132
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	4 016 910	178	237 677	205		232	4 254 587
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	2 554 648	180	219 318	207	536 302	234	2 237 664
Ameublement et équipement de bureau	153	1 164 116	181	81 313	208		235	1 245 429
Machinerie, outillage et équipement divers	154	2 451 506	182	169 153	209	281 058	236	2 339 601
Autres	155	<u>6 768</u>	183		210		237	<u>6 768</u>
	156	<u>68 404 639</u>	184	<u>4 575 261</u>	211	<u>1 595 990</u>	238	<u>71 383 910</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>80 296 398</u>					239	<u>83 550 327</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	()	244	()	246	()	248	()
Valeur comptable nette	242						249	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251	428 258	285 742
Autres	252	127 585	127 585
	253	555 843	413 327
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	555 843	413 327
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Divers	256	66 886	51 828
-	257		
-	258		
Autres			
- Terrains affectés FPTJ	259	290 100	290 100
-	260		
	261	356 986	341 928
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

18. Obligations contractuelles

La Ville de Lachute est membre de la Municipalité régionale de comté d'Argenteuil. De ce fait, elle doit assumer sa part des charges de cet organisme.

En vertu de l'entente intermunicipale constitutive de la Régie intermunicipale Argenteuil/Deux-Montagnes, la Ville s'est engagée à utiliser exclusivement les services d'élimination des déchets établis par la Régie. L'existence de la Régie a été prolongée jusqu'en 2030.

L'engagement de la Ville de Lachute, en vertu de contrats de gestion de l'aéroport, de collecte et transport de matières résiduelles, d'entretien, de contrôle biologique des insectes piqueurs, de contrôle animalier, de soutien aux logiciels, de déneigement et autres obligations s'élève à 1 399 471 \$ en 2019, 1 140 122 \$ en 2020, 716 086 \$ en 2021, 186 603 \$ en 2022 et 103 983 \$ en 2023.

De plus, la Ville de Lachute s'est engagée, en vertu de contrats de location d'équipement, à verser des loyers totalisant 22 224 \$ pour les années 2019 à 2023.

Office municipal d'habitation de Lachute

L'office municipal d'habitation de Lachute (OMHL), la Ville de Lachute et la Société d'habitation du Québec ont signés une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Ville de Lachute contribue à 10 % au déficit d'exploitation.

19. Droits contractuels

La Ville de Lachute a conclu des contrats de location de terrains, d'espaces sur des tours de télécommunication pour des antennes, de locaux et autres ententes, échéant à différentes dates jusqu'en 2029, prévoyant la perception de sommes totalisant 267 178 \$. Les revenus de location et de compensation financière à percevoir au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 75 759 \$ en 2019, 56 433 \$ en 2020, 53 329 \$ en 2021, 53 329 \$ en 2022 et 28 329 \$ en 2023.

20. Passifs éventuels**a) Cautionnement et garantie**

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

1- Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à diverses actions et réclamations. La Ville conteste le bien-fondé des réclamations en cours d'un montant de 2 283 608 \$ et la direction estime que les règlements à venir de ces réclamations n'influeront pas de façon sensible sur la situation financière. Il est présentement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges. Une provision raisonnable a été inscrite aux livres.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2- La Ville fait l'objet de plaintes à la Commission des relations de travail en vertu des articles 468.5 et 72 de la Loi sur les Cités et Villes.

d) Autres

Enquête en cours

En juin 2014, la Ville a mandaté une firme pour effectuer une enquête diligente concernant l'administration générale et l'éthique. À la date des états financiers, le rapport de cette firme n'est pas disponible. Cependant, la direction de la Ville est d'avis qu'il n'y aura pas d'impact sur la situation financière de la Ville au 31 décembre 2018.

21. Actifs éventuels

S/O

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés après éliminations des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

S/O

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017	Budget 2018	Réalisations 2018			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	15 372 094	16 442 100	16 395 181			16 395 181
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 055 759	1 062 100	1 111 293			1 111 293
Quotes-parts	3					960 697	
Transferts	4	436 335	545 300	664 314		37 572	701 886
Services rendus	5	1 776 515	1 827 700	1 839 939		1	1 150 538
Imposition de droits	6	937 123	597 100	1 363 469			1 363 469
Amendes et pénalités	7	363 084	360 700	402 306			402 306
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	216 710	190 800	234 456			234 456
Autres revenus	10	290 272	145 300	351 875		18 999	370 874
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	20 447 892	21 171 100	22 362 833		1 017 269	21 730 003
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	1 587 741	5 809 200	2 667 080			2 667 080
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	230 697	2 210 000	387 188			387 188
Autres	18	(6 416)	168 500	20 000			20 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19	(114 454)		23 107			23 107
	20	1 697 568	8 187 700	3 097 375			3 097 375
	21	22 145 460	29 358 800	25 460 208		1 017 269	24 827 378
Charges							
Administration générale	22	3 123 917	3 257 400	3 250 843	107 081	33 529	3 380 918
Sécurité publique	23	3 051 840	3 070 000	3 213 404	197 196		3 410 600
Transport	24	3 401 777	3 541 000	3 762 472	1 865 721		5 628 193
Hygiène du milieu	25	3 773 768	4 555 100	4 024 199	1 659 429	1 087 249	5 131 313
Santé et bien-être	26	95 326	86 900	114 203			114 203
Aménagement, urbanisme et développement	27	874 597	1 240 600	1 321 517	700		1 322 217
Loisirs et culture	28	3 426 411	2 981 200	2 891 850	343 211	658	3 235 719
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	790 790	1 000 300	772 130		59 346	831 476
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	4 040 169	3 940 000	4 173 338	(4 173 338)		
	33	22 578 595	23 672 500	23 523 956		1 180 782	23 054 639
Excédent (déficit) de l'exercice	34	(433 135)	5 686 300	1 936 252		(163 513)	1 772 739

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017	Budget 2018		Réalisations 2018	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(433 135)	5 686 300	1 936 252	(163 513)	1 772 739
Moins: revenus d'investissement	2	(1 697 568)	(8 187 700)	(3 097 375)	()	(3 097 375)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(2 130 703)	(2 501 400)	(1 161 123)	(163 513)	(1 324 636)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	4 040 169	3 940 000	4 173 338	401 923	4 575 261
Produit de cession	5	70 301		251 877		251 877
(Gain) perte sur cession	6	(38 305)		(185 276)		(185 276)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	4 072 165	3 940 000	4 239 939	401 923	4 641 862
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	3 918				
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	3 918				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	650 788	490 500	490 500		490 500
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14	104 966		24 301		24 301
	15	755 754	490 500	514 801		514 801
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	695 677	211 500	178 399		178 399
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 392 000)	(2 515 500)	(2 515 408)	(234 284)	(2 749 692)
	18	(1 696 323)	(2 304 000)	(2 337 009)	(234 284)	(2 571 293)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(7 444)	(63 400)	(204 960)	(10 592)	(215 552)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	139 920		159 513		159 513
Excédent de fonctionnement affecté	21	837 031	826 600	886 157		886 157
Réserves financières et fonds réservés	22	(323 085)	(357 900)	(264 156)		(264 156)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(32 527)	(30 400)	(32 416)	(937)	(33 353)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	613 895	374 900	544 138	(11 529)	532 609
	26	3 749 409	2 501 400	2 961 869	156 110	3 117 979
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 618 706		1 800 746	(7 403)	1 793 343

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017		Réalisations 2018	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	1 697 568	3 097 375		3 097 375
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(94 278)	(312 487)	()	(312 487)
Sécurité publique	3	(779 310)	(31 732)	()	(31 732)
Transport	4	(1 992 157)	(3 380 756)	()	(3 380 756)
Hygiène du milieu	5	(273 095)	(3 670 053)	(10 592)	(3 680 645)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(1 575)	(7 248)	()	(7 248)
Loisirs et culture	8	(409 993)	(482 923)	()	(482 923)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(3 550 408)	(7 885 199)	(10 592)	(7 895 791)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	(142 516)	()	(142 516)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	((66 108))	(71 453)	()	(71 453)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	4 169 600	2 076 108		2 076 108
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	7 444	204 960	10 592	215 552
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15				
Excédent de fonctionnement affecté	16	11 186	(46 200)		(46 200)
Réserves financières et fonds réservés	17	474 997	102 888		102 888
	18	493 627	261 648	10 592	272 240
	19	1 178 927	(5 761 412)		(5 761 412)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales					
	20	2 876 495	(2 664 037)		(2 664 037)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2017	2018	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats
				Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS				
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 604 184	5 155 852	114 590
Débiteurs (note 5)	2	8 528 291	10 860 207	1 165 172
Prêts (note 6)	3	120 817	120 817	
Placements de portefeuille (note 7)	4	176 903	200 948	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	3 665 822	3 198 429	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6			
Autres actifs financiers (note 9)	7			
	8	17 096 017	19 536 253	1 279 762
PASSIFS				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9			
Emprunts temporaires (note 10)	10	788 500	4 002 000	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	3 982 924	4 842 816	116 932
Revenus reportés (note 12)	12	592 598	737 058	1 819
Dette à long terme (note 13)	13	31 370 247	31 484 292	1 989 458
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			
	15	36 734 269	41 066 166	2 108 209
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(19 638 252)	(21 529 913)	(828 447)
ACTIFS NON FINANCIERS				
Immobilisations (note 15)	17	71 137 771	74 783 028	8 767 299
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	413 327	555 843	
Stocks de fournitures	19	316 451	341 560	
Autres actifs non financiers (note 17)	20	341 009	356 039	947
	21	72 208 558	76 036 470	8 768 246
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	2 087 209	2 414 353	6 717
Excédent de fonctionnement affecté	23	1 632 029	2 106 163	
Réserves financières et fonds réservés	24	1 035 999	1 212 787	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25 (	2 459 300) (	2 400 581) (	1 213) (
Financement des investissements en cours	26	(568 562)	(3 248 121)	833
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	50 842 931	54 421 956	7 933 462
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28			
	29	52 570 306	54 506 557	7 939 799

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2018	2018	2018	2017
Rémunération	1	6 628 800	6 574 706	6 583 986	6 235 860
Charges sociales	2	1 400 000	1 309 554	1 311 277	1 257 825
Biens et services	3	7 658 600	7 684 014	7 703 122	6 713 474
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	835 500	672 218	699 687	731 425
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	6	163 800	99 912	131 706	147 758
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	1 000		83	302
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	2 714 100	2 598 622	1 637 925	1 349 781
Transferts	10				
Autres	11	66 800	66 707	66 707	86 757
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13	220 900	235 676	235 676	237 506
Amortissement des immobilisations	14	3 940 000	4 173 338	4 575 261	4 441 286
Autres					
- Mauvaises créances	15	38 000	76 729	76 729	153 109
- Réclamations dommages	16	5 000	32 480	32 480	89 317
-	17				695 994
	18	23 672 500	23 523 956	23 054 639	22 140 394

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	
Autres revenus	3	
	4	

Charges

Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	
	7	
Autres charges	8	
	9	
Excédent (déficit) de l'exercice	10	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	
Placements de portefeuille	12	
Débiteurs	13	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	
Provision pour moins-value	15	() ()
	16	
	17	

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18	
Revenus reportés	19	
Dette à long terme	20	
	21	
Solde du Fonds local d'investissement	22	

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	23	
Supportant les engagements de prêts	24	
Supportant les garanties de prêts	25	
	26	

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille

1

Revenus sur les prêts aux entreprises

2

Autres revenus

3

4

Charges

Créances douteuses

Radiation de prêts

5

Variation de la provision pour moins-value

6

7

Intérêts sur la dette à long terme

8

Autres charges

9

10

Excédent (déficit) de l'exercice

11

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie

12

Placements de portefeuille

13

Débiteurs

14

Prêts aux entreprises

15

Provision pour moins-value

16

() ()

17

18

Passifs

Créditeurs et charges à payer

19

Revenus reportés

20

Dette à long terme

21

22

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises

23

Excédent (déficit) non affecté

24

25

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres

26

Supportant les engagements de prêts

27

28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus provenant de la gestion foncière	1	
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	
Autres revenus	3	
	4	
Charges		
Frais de gestion		
Salaires	5	
Créances douteuses	6	
Autres frais de gestion	7	
	8	
Activités et projets de mise en valeur du territoire		
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
	15	
	16	
Excédent (déficit) de l'exercice	17	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18		
Placements de portefeuille	19		
Débiteurs	20		
Provision pour créances douteuses	21	(	) (
	22		
Autres	23		
	24		
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25		
Créditeurs et charges à payer	26		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	27		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28		
Autres	29		
Autres	30		
	31		
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	32		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 421 070	2 101 332
Excédent de fonctionnement affecté	2	2 106 163	1 632 029
Réserves financières et fonds réservés	3	1 212 787	1 035 999
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	2 401 794) (	2 461 451)
Financement des investissements en cours	5	(3 247 288)	(567 729)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	62 355 418	58 933 437
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	62 446 356	60 673 617
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 414 353	2 087 209
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	6 717	14 123
	11	2 421 070	2 101 332
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- À l'exercice suivant	12	1 164 200	740 000
- Développement parcs industriel	13	444 169	505 994
- Programme économie d'eau potab	14	153 545	132 854
- Engagements	15	79 666	16 692
- Service dette poste de police	16		
- Mandat d'évaluation	17	2 195	2 195
- Élections	18	30 000	
- Études et avant-projets règlem	19	194 993	167 199
- Plan directeur égouts	20	37 395	67 095
	21	2 106 163	1 632 029
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	2 106 163	1 632 029
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	1 142 154	877 195
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Solde disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	70 633	158 804
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	1 212 787	1 035 999
	48	1 212 787	1 035 999

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()	
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	
Autres	52 () ()	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()	
	54 () ()	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()	
Assainissement des sites contaminés	56 (450 000) (450 000)	
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()	
Autres		
-	58 () ()	
-	59 () ()	
	60 (450 000) (450 000)	
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()	
Intérêts sur la dette à long terme	62 (1 695) (4 672)	
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()	
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()	
Mesure relative aux frais reportés	65 () (30 376)	
Autres		
-	66 () ()	
-	67 () ()	
	68 (1 695) (35 048)	
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()	
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () ()	
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()	
Autres		
-	72 (1 950 099) (1 976 403)	
-	73 () ()	
	74 (1 950 099) (1 976 403)	
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 (2 401 794) (2 461 451)	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	162 434	206 730
Investissements à financer	83 (	3 409 722) (	774 459)
	84	(3 247 288)	(567 729)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	83 550 327	80 296 398
Propriétés destinées à la revente	86	555 843	413 327
Prêts	87	120 817	120 817
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	200 948	176 903
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	3 198 429	3 665 822
	90	87 626 364	84 673 267
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	87 626 364	84 673 267
Éléments de passif correspondant			
Dettes à long terme	93 (	33 473 750) (	34 496 779)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	270 866) (	227 133)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	6 455 735	6 858 034
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	1 891 701	1 976 102
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98 (	25 397 180) (	25 889 776)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (	(126 234)) (	(149 946))
	100 (	25 270 946) (	25 739 830)
	101	62 355 418	58 933 437

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
-	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	
Prestations versées au cours de l'exercice	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Autres		
-	81	
-	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	
Rendement espéré des actifs	85 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	
Charge de l'exercice	87	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	
Prestations versées au cours de l'exercice	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	
Autres hypothèses économiques		
-	104	
-	105	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de Lachute contribue à un régime complémentaire de retraite, soit celui du Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Lachute.

Ce régime a été enregistré le 1er avril 1972 et est régi par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite. Le règlement afférent est le règlement 87-295 de la Ville de Lachute adopté le 15 octobre 1987 et ayant pris effet le 1er novembre 1988. En avril 1992, un règlement de concordance à la Loi 116, le règlement 92-396, a été adopté avec prise d'effet rétroactive au 1er janvier 1990. Ce règlement a été amendé par les règlements 93-396-1, 94-396-2, 94-396-3, 95-396-4, 97-396-5, 98-396-6, 2000-396-7 et 2003-396-8. Par la suite, ce règlement a été refondu le 4 juillet 2005 sous le numéro 2005-643 et amendé subséquemment par les règlements numéros 2005-643-1, 2006-643-2, 2010-643-3, 2012-643-4, 2016-643-5, 2016-643-6 et 2017-643-7.

Ce régime s'adresse aux cadres, cols blancs et cols bleus de la Ville de Lachute.

Contributions des membres :

Cadres : Le régime prévoit des contributions de 7 % du salaire annuel de base des membres.

Cols blancs : Le régime prévoit des contributions de 6 % du salaire annuel de base des membres.

Cols bleus : À compter du 1er janvier 2009, le régime concernant les cols bleus a été modifié pour y introduire une contribution progressive en fonction des heures rémunérées à taux régulier comme suit :

- jusqu'à 2 080 heures : 2 %
- de 2 081 à 4 160 heures : 4 %
- de 4 161 à 6 240 heures : 6 %
- à compter de 6 241 heures : 7 %
- 10 novembre 2016, à la signature: 7.5%

Contributions de la Ville de Lachute :

Cadres : La contribution de l'employeur est de 7 % du salaire annuel de base des membres.

Cols blancs : La contribution de l'employeur s'établit à 8 % sur la base des heures rémunérées au taux régulier.

Cols bleus : La contribution de l'employeur s'établit sur la base des heures rémunérées au taux régulier comme suit :

- jusqu'à 2 080 heures : 4 %
- de 2 081 à 4 160 heures : 4 %
- de 4 161 à 6 240 heures : 4 %
- à compter de 6 241 heures : 7 %
- 10 novembre 2016, à la signature: 7.5%

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109		
Régime de retraite par financement salarial	110		
Autres régimes	111	351 630	344 366
	112	<u>351 630</u>	<u>344 366</u>

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 2

Description des régimes et autres renseignements

La Ville contribue également à un régime d'allocations de départ pour les élus municipaux et à un régime de primes de départ pour les employés cols bleus. Ces contributions découlent respectivement de la Loi sur le traitement des élus municipaux et d'une convention collective signée avec les cols bleus en novembre 2016.

Allocations de départ pour les élus municipaux

- La dépense de l'exercice est de 6 524 \$ (5 834 \$ en 2017) et la somme accumulée pour allocation de départ au 31 décembre 2018 s'établit à 23 486 \$ (23 199 \$ en 2017).

Primes de départ des employés cols bleus

- La dépense de l'exercice est de (58 930) \$ ((12 670) \$ en 2017) et la somme accumulée pour primes de départ au 31 décembre 2018 s'établit à 299 634 \$ (358 564 \$ en 2017)

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	114	<u>(52 406)</u>	<u>(6 836)</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	<u>8</u>	<u>7</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116	<u>8 203</u>	<u>8 372</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	117	27 646	28 213
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	4 620	4 410
	119	<u>32 266</u>	<u>32 623</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES		2018	2018	2018	2017
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	9 084 800	9 026 450	9 026 450	8 229 232
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	2 137 800	2 138 054	2 138 054	1 840 130
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	1 122 600	1 123 198	1 123 198	1 250 784
Activités de fonctionnement	6	1 395 000	1 394 319	1 394 319	1 352 729
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	13 740 200	13 682 021	13 682 021	12 672 875
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	1 436 600	1 434 881	1 434 881	1 434 884
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	1 024 800	1 026 754	1 026 754	1 017 094
Autres					
-	14	181 800	181 784	181 784	180 517
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	58 700	69 741	69 741	66 724
Service de la dette	18				
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	2 701 900	2 713 160	2 713 160	2 699 219
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	2 701 900	2 713 160	2 713 160	2 699 219
	27	16 442 100	16 395 181	16 395 181	15 372 094

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2018	2018	2018	2017
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES					
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière	28	99 900	105 190	105 190	98 118
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	29	1 700	1 756	1 756	1 848
Taxes d'affaires	30				
Compensations pour les terres publiques	31				
	32	101 600	106 946	106 946	99 966
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	33	316 000	325 902	325 902	316 030
Cégeps et universités	34				
Écoles primaires et secondaires	35	552 400	599 161	599 161	546 750
	36	868 400	925 063	925 063	862 780
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	37				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	38				
Taxes d'affaires	39				
	40				
	41	970 000	1 032 009	1 032 009	962 746
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	42	23 300	24 644	24 644	24 088
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	43	900	6 832	6 832	3 299
Taxes d'affaires	44				
	45	24 200	31 476	31 476	27 387
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	46				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	47	66 400	48 788	48 788	64 097
	48	66 400	48 788	48 788	64 097
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises					
autoconsommatrices d'électricité	49				
Autres	50	1 500	(980)	(980)	1 529
	51	1 500	(980)	(980)	1 529
	52	1 062 100	1 111 293	1 111 293	1 055 759

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS		2018	2018	2018	2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	53				
Sécurité publique					
Police	54				
Sécurité incendie	55	57 000	52 563	52 563	17 570
Sécurité civile	56				
Autres	57				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	58	29 300	30 375	30 375	20 148
Enlèvement de la neige	59				
Autres	60				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	61				
Transport adapté	62				
Transport scolaire	63				
Autres	64				
Transport aérien	65				
Transport par eau	66				
Autres	67				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	43 200	44 970	44 970	51 477
Réseau de distribution de l'eau potable	69	54 600	28 629	28 629	24 662
Traitement des eaux usées	70	3 200	606	11 877	18 133
Réseaux d'égout	71	23 000	36 295	62 596	55 907
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	72				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	73	60 000	72 316	72 316	70 135
Tri et conditionnement	74				
Autres	75				
Autres	76				
Cours d'eau	77				
Protection de l'environnement	78				
Autres	79				
Santé et bien-être					
Logement social	80				
Sécurité du revenu	81				
Autres	82				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	83				
Rénovation urbaine	84	6 700	185 151	185 151	8 032
Promotion et développement économique	85				
Autres	86				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	87	43 400	35 054	35 054	13 767
Activités culturelles					
Bibliothèques	88	74 900	54 800	54 800	63 300
Autres	89				
Réseau d'électricité	90				
	91	395 300	540 759	578 331	343 131

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		2018	2018	2018	2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	92		(76)	(76)	17 600
Sécurité publique					
Police	93				
Sécurité incendie	94				
Sécurité civile	95		14 176	14 176	
Autres	96				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	97	783 500	681 969	681 969	872 961
Enlèvement de la neige	98				
Autres	99	17 000	2 500	2 500	
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	100				
Transport adapté	101				
Transport scolaire	102				
Autres	103				
Transport aérien	104				
Transport par eau	105				
Autres	106				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	108 700	108 699	108 699	31 635
Réseau de distribution de l'eau potable	108	470 000	469 905	469 905	219 407
Traitement des eaux usées	109				
Réseaux d'égout	110	1 330 000	1 326 034	1 326 034	266 231
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	111				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	112				
Tri et conditionnement	113				
Autres	114				
Autres	115				
Cours d'eau	116				
Protection de l'environnement	117				
Autres	118				
Santé et bien-être					
Logement social	119				
Sécurité du revenu	120				
Autres	121				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	122				
Rénovation urbaine	123				
Promotion et développement économique	124				
Autres	125				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	126				45 000
Activités culturelles					
Bibliothèques	127	3 100 000	63 873	63 873	134 907
Autres	128				
Réseau d'électricité	129				
	130	5 809 200	2 667 080	2 667 080	1 587 741

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		2018	2018	2018	2017
TRANSFERTS DE DROIT					
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131				
Péréquation	132				
Neutralité	133				
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	110 000	108 305	108 305	112 765
Fonds de développement des territoires	136	40 000	15 250	15 250	38 869
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137				
Partage des revenus du cannabis	138				
Autres	139				
	140	150 000	123 555	123 555	151 634
TOTAL DES TRANSFERTS	141	6 354 500	3 331 394	3 368 966	2 082 506

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	142	146 000	172 357	129 338
Évaluation	143			
Autres	144	17 900	2 727	18 349
	145	163 900	175 084	147 687
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie	147	35 000	18 922	12 535
Sécurité civile	148			
Autres	149			31 322
	150	35 000	18 922	43 857
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151	4 600	3 027	5 865
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156	4 600	3 027	5 865
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	85 000	77 201	170 738
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159	505 700	534 023	74 910
Réseaux d'égout	160	298 200	284 239	24 480
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			62
Autres	168			
	169	888 900	895 463	270 190
Santé et bien-être				
Logement social	170			
Autres	171			
	172			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	173			
Rénovation urbaine	174			
Promotion et développement économique	175			
Autres	176			
	177			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	178	216 700	199 204	220 070
Activités culturelles				
Bibliothèques	179	15 700	16 071	15 717
Autres	180	7 800	13 277	13 706
	181	240 200	228 552	249 493
Réseau d'électricité	182			
	183	1 332 600	1 321 048	717 092

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2018	2018	2018	2017
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	184			
Évaluation	185			
Autres	186	83 500	57 650	55 214
	187	83 500	57 650	55 214
Sécurité publique				
Police	188			
Sécurité incendie	189			
Sécurité civile	190			
Autres	191	15 900	44 499	22 388
	192	15 900	44 499	22 388
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	193			
Enlèvement de la neige	194			
Autres	195	18 900	26 872	27 580
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	196			
Transport adapté	197			
Transport scolaire	198			
Autres	199			
Autres	200			
	201	18 900	26 872	27 580
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202			
Réseau de distribution de l'eau potable	203			
Traitement des eaux usées	204			
Réseaux d'égout	205			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	206			
Matières recyclables	207			
Autres	208			
Cours d'eau	209			
Protection de l'environnement	210			
Autres	211	40 500	141 540	74 911
	212	40 500	141 540	74 911
Santé et bien-être				
Logement social	213			
Sécurité du revenu	214			
Autres	215			
	216			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	217			
Rénovation urbaine	218			
Promotion et développement économique	219			
Autres	220	40 000	32 876	522
	221	40 000	32 876	522
Loisirs et culture				
Activités récréatives	222	267 800	184 901	165 337
Activités culturelles				
Bibliothèques	223	21 900	22 109	25 375
Autres	224	6 600	8 444	7 871
	225	296 300	215 454	198 583
Réseau d'électricité				
	226			
	227	495 100	518 891	379 198
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	1 827 700	1 839 939	1 096 290

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017	
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	229	97 100	139 470	139 470	115 687
Droits de mutation immobilière	230	500 000	1 223 999	1 223 999	821 436
Droits sur les carrières et sablières	231				
Autres	232				
	233	597 100	1 363 469	1 363 469	937 123
AMENDES ET PÉNALITÉS	234	360 700	402 306	402 306	363 084
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE					
	235				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	236	190 800	234 456	234 456	216 726
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237		185 276	185 276	38 305
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238				30 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239				
Contributions des promoteurs	240	2 210 000	393 524	393 524	230 697
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241				
Contributions des organismes municipaux	242	48 900	39 369	39 369	132 015
Autres contributions	243	35 500	35 540	35 540	45 458
Redevances réglementaires	244				
Autres	245	81 100	105 354	124 353	38 078
	246	2 375 500	759 063	778 062	514 553
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	247				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Non auditée	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	543 400	485 114		485 114	493 147	464 957
Greffe et application de la loi	2	671 400	696 137		696 137	696 137	742 064
Gestion financière et administrative	3	996 800	1 038 812	98 941	1 137 753	1 163 249	1 116 285
Évaluation	4	371 900	365 820		365 820	365 820	174 108
Gestion du personnel	5	477 100	404 885		404 885	404 885	344 891
Autres							
- Administration municipale	6	196 800	260 075	8 140	268 215	257 680	399 432
-	7						
	8	3 257 400	3 250 843	107 081	3 357 924	3 380 918	3 241 737
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 680 600	1 780 894		1 780 894	1 780 894	1 676 206
Sécurité incendie	10	1 185 000	1 233 779	197 196	1 430 975	1 430 975	1 335 565
Sécurité civile	11	2 300	3 414		3 414	3 414	62 571
Autres	12	202 100	195 317		195 317	195 317	190 928
	13	3 070 000	3 213 404	197 196	3 410 600	3 410 600	3 265 270
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 476 900	1 753 135	1 635 768	3 388 903	3 388 903	3 192 555
Enlèvement de la neige	15	1 459 200	1 467 897	45 509	1 513 406	1 513 406	1 293 742
Éclairage des rues	16	182 400	173 839	75 375	249 214	249 214	253 072
Circulation et stationnement	17	191 500	122 699	20 200	142 899	142 899	123 863
Transport collectif							
Transport en commun	18	77 300	79 105		79 105	79 105	103 125
Transport aérien	19	153 700	165 797	52 998	218 795	218 795	207 243
Transport par eau	20						
Autres	21			35 871	35 871	35 871	35 871
	22	3 541 000	3 762 472	1 865 721	5 628 193	5 628 193	5 209 471

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite) **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018			Réalizations 2018	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	838 500	714 883	365 099	1 079 982	1 079 982	1 033 504
Réseau de distribution de l'eau potable	24	359 200	399 337	577 324	976 661	976 661	915 611
Traitement des eaux usées	25	1 341 500	1 241 246	43 243	1 284 489	880 330	851 897
Réseaux d'égout	26	1 134 800	785 745	663 766	1 449 511	1 301 355	1 206 880
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	233 100	249 918		249 918	249 918	230 015
Élimination	28	178 000	180 108	9 997	190 105	190 105	184 667
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	147 100	147 312		147 312	147 312	132 234
Tri et conditionnement	30	28 400	28 798		28 798	28 798	23 358
Matières organiques							
Collecte et transport	31	128 300	131 159		131 159	131 159	124 202
Traitement	32						
Matériaux secs	33						
Autres	34						
Plan de gestion	35	17 900	17 585		17 585	17 585	869
Autres	36						
Cours d'eau	37	21 600					
Protection de l'environnement	38						
Autres	39	126 700	128 108		128 108	128 108	102 553
	40	4 555 100	4 024 199	1 659 429	5 683 628	5 131 313	4 805 790
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	86 900	95 592		95 592	95 592	78 881
Sécurité du revenu	42						
Autres	43		18 611		18 611	18 611	16 445
	44	86 900	114 203		114 203	114 203	95 326
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	745 400	721 842	700	722 542	722 542	676 726
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47	15 700					
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	268 000	217 085		217 085	217 085	197 538
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51	211 500	382 590		382 590	382 590	4 054
	52	1 240 600	1 321 517	700	1 322 217	1 322 217	878 318

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite) **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018			Réalisations 2018	Réalisations 2017	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	56 800	58 911	17 280	76 191	64 983	
Patinoires intérieures et extérieures	54	437 900	374 792	37 681	412 473	357 259	
Piscines, plages et ports de plaisance	55	383 400	425 902	41 201	467 103	1 246 276	
Parcs et terrains de jeux	56	1 073 400	1 100 475	217 879	1 318 354	1 193 635	
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	10 200	4 539		4 539	9 185	
Autres	59	21 500	23 742	2 515	26 257	25 249	
	60	1 983 200	1 988 361	316 556	2 304 917	2 896 587	
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	88 200	84 109		84 109	67 921	
Bibliothèques	62	888 800	778 337	26 655	804 992	768 851	
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	21 000	25 537		25 537	18 961	
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65		15 506		15 506	12 677	
	66	998 000	903 489	26 655	930 144	868 410	
	67	2 981 200	2 891 850	343 211	3 235 061	3 764 997	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	900 400	677 741		677 741	759 863	
Autres frais	70	98 900	94 389		94 389	119 320	
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72	1 000			83	302	
	73	1 000 300	772 130		772 130	879 485	
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	75	3 940 000	4 173 338	(4 173 338)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Lachute

Code géographique : 76020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14



AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS
NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 036 472	1 036 472	80 872
Usines de traitement de l'eau potable	2	44 652	44 652	63 837
Usines et bassins d'épuration	3			183
Conduites d'égout	4	2 611 423	2 611 423	135 527
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 976 026	2 976 026	1 693 115
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	84 483	84 483	3 067
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			1 855
Autres infrastructures	11	97 880	97 880	151 249
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	231 978	231 978	92 273
Édifices communautaires et récréatifs	14	379 546	379 546	330 804
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	288 203	288 203	612 952
Ameublement et équipement de bureau	18	78 456	78 456	13 859
Machinerie, outillage et équipement divers	19	54 755	65 347	370 112
Terrains	20	1 325	1 325	2 793
Autres	21			
	22	7 885 199	7 895 791	3 552 498

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	995 956	995 956	80 872
Usines de traitement de l'eau potable	24	44 652	44 652	63 837
Usines et bassins d'épuration	25			183
Conduites d'égout	26	2 533 632	2 533 632	135 527
Autres infrastructures	27	3 114 631	3 114 631	1 849 286
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	40 516	40 516	
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	77 791	77 791	
Autres infrastructures	32	43 758	43 758	
Autres immobilisations	33	1 034 263	1 044 855	1 422 793
	34	7 885 199	7 895 791	3 552 498

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	7 379 901	212 836	687 020	6 905 717
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	20 336 031	1 983 572	2 062 672	20 256 931
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	27 715 932	2 196 408	2 749 692	27 162 648
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	6 858 034	1 346 993	1 749 293	6 455 734
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	6 858 034	1 346 993	1 749 293	6 455 734
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13	149 946		23 712	126 234
	14	7 007 980	1 346 993	1 773 005	6 581 968
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	7 007 980	1 346 993	1 773 005	6 581 968
	19	34 723 912	3 543 401	4 522 697	33 744 616
Dette en cours de refinancement	20 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	34 723 912	3 543 401	4 522 697	33 744 616

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Administration municipale

Dettes à long terme	1	31 753 000
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	3 350 752
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	70 633
--	---	--------

Débiteurs	9	5 297 958
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	29 735 161
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

	16	833 839
--	----	---------

Endettement net à long terme	17	30 569 000
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	585 941
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	31 154 941
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	31 154 941
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2018	2018	2018	2017
Administration générale					
Grefte et application de la loi	1				
Évaluation	2	348 800	349 861	349 861	166 190
Autres	3	195 800	162 405	155 288	204 656
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	60 100	60 062	60 062	50 614
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9				
Autres	10	106 300	106 240	106 240	66 484
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	475 700	418 916	(1 021)	(2 230)
Matières résiduelles	12	191 000	195 000	195 000	186 107
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15	563 900	548 760	15 117	(2 895)
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	264 900	264 804	264 804	260 238
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	205 700	205 651	205 651	171 478
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	297 500	281 446	281 446	244 232
Activités culturelles	23	4 400	5 477	5 477	4 907
Réseau d'électricité					
	24				
	25	2 714 100	2 598 622	1 637 925	1 349 781

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS

NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018***Non audité***

		2018	2017
Rémunération	1	23 617	203 492
Charges sociales	2	6 978	12 151
Biens et services	3	7 782 376	3 288 641
Frais de financement	4	72 228	46 124
Autres	5		
	6	7 885 199	3 550 408

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	21,00	37,50	40 984,00	1 763 965	346 244	2 110 209
Professionnels	2	5,00	35,00	500,00	23 704	3 764	27 468
Cols blancs	3	40,00	32,50	73 748,00	1 969 324	420 419	2 389 743
Cols bleus	4	41,00	40,00	83 435,00	2 049 709	444 548	2 494 257
Policiers	5						
Pompiers	6	32,00	4,00	22 100,00	616 661	62 523	679 184
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	139,00		220 767,00	6 423 363	1 277 498	7 700 861
Élus	9	7,00			174 960	39 034	213 994
	10	146,00			6 598 323	1 316 532	7 914 855

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	44 970	21 761	86 938		153 669
Réseau de distribution de l'eau potable	13	27 761	279 565	191 208		498 534
Traitement des eaux usées	14	508		98		606
Réseaux d'égout	15	25 363	654 047	682 919		1 362 329
Autres	16	475 046	507 103	255 415	78 692	1 316 256
	17	573 648	1 462 476	1 216 578	78 692	3 331 394

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Grefte et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	8 804	10 352
	4	8 804	10 352
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	37 903	32 567
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	37 903	32 567
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	266 116	253 372
Enlèvement de la neige	11	19 067	21 046
Autres	12	16 416	16 841
Transport collectif	13	96	96
Autres	14		
	15	301 695	291 355
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	113 344	125 353
Réseau de distribution de l'eau potable	17	74 710	83 324
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	88 436	91 484
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	276 490	300 161
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		87
Rénovation urbaine	32	45 235	51 305
Promotion et développement économique	33	11 335	12 404
Autres	34		
	35	56 570	63 796
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	72 643	73 547
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	18 025	19 012
Autres	38		
	39	90 668	92 559
Réseau d'électricité			
	40		
	41	772 130	790 790

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 (	) (	) (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 (	) (	) (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 (	) (	) (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Carl Péloquin	94 914	16 595
Denis Richer	19 013	9 107
Guy Desforges	2 217	1 109
Guylaine Desforges	7 501	3 751
Hugo Lajoie	13 303	6 651
Alain Lanoue	13 303	6 651
Patrick Cadieux	13 303	6 651
Serge Lachance	13 303	6 651

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	<u>2 650 000 \$</u>	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2 ☐	3 ☒	4 ☐

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 ☒	6 ☐
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	<u>28 128 \$</u>
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 ☒	9 ☐

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 ☒	11 ☐
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12	177 475 \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	154 205 \$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 ☐	15 ☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	\$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 ☒	18 ☐
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19	18 142 \$
b) autres formes d'aide	20	\$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	
Facteur comparatif de 2018	22	
Valeur uniformisée	23	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

24 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

25 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

26 _____ \$

- b) Dépenses d'investissement

27 _____ \$

- c) Total des frais encourus admissibles

28 _____ \$

- d) Description des dépenses d'investissement :

- e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution

29 _____

- b) Date d'adoption de la résolution

30 _____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Lachute

Code géographique : 76020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la trésorière de la Ville de Lachute,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Lachute (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de [l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

• nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

• nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

• nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

GARIÉPY BUSSIÈRE CPA INC.*

*Par Jean-Gaétan Gariépy, CPA auditeur, CA

Saint-Jérôme, le

DATE 2019-06-03

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	16 395 181
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>18 142</u>
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	18 142
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	12 058
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	2 829 939
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	69 741
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>13 501 585</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 185 859 200
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>1 204 208 000</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>1 195 033 600</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 1 , 1 2 9 8 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Lachute

Code géographique : 76020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	10 199 100
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	2 356 100
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	841 800
Activités de fonctionnement	6	1 339 000
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	14 736 000

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	1 482 700
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	1 035 300
Autres		
- Contrôle insectes piqueurs	14	174 900
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	59 600
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	2 752 500
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	2 752 500
	27	17 488 500

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	99 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	1 800
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	100 800

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	323 700
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	596 400
	9	920 100

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	1 020 900

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	27 600
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	3 200
Taxes d'affaires	17	
	18	30 800

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	63 200
	21	63 200

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	500
	24	500
	25	1 115 400

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2 /100\$	3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 912 586 409	X 5 0,5620 /100\$	6 5 128 700				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 91 066 779	X 8 0,6320 /100\$	9 575 500				
Immeubles non résidentiels	10 156 150 194	X 11 1,8960 /100\$	12 2 960 600				
Immeubles industriels	13 54 429 800	X 14 2,1960 /100\$	15 1 195 200				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17 /100\$	18				
Autres	19 20 109 300	X 20 0,7840 /100\$	21 157 600				
Immeubles agricoles	22 39 242 700	X 23 0,5500 /100\$	24 215 800				
Total			25 10 233 400	26 (34 300)	27 ()	28	29 10 199 100
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30 1 273 585 182	X 31 0,1850 /100\$	32 2 356 100				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X 43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46 /100\$	47				
Autres	48	X 49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X 52 /100\$	53				
Total			54 2 356 100	55 ()	56 ()	57	58 2 356 100

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X	2 /100\$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X	5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X	8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels	10	X	11 /100\$	12				
Immeubles industriels	13	X	14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16	X	17 /100\$	18				
Autres	19	X	20 /100\$	21				
Immeubles agricoles	22	X	23 /100\$	24				
Total				25	26 (.....	27 (.....	28	29

Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	30	X	31 /100\$	32				
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X	34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X	37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	X	40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X	43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	45	X	46 /100\$	47				
Autres	48	X	49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X	52 /100\$	53				
Total				54	55 (.....	56 (.....	57	58

		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X	60 %	61	62 (.....	63 (.....	64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)
Par unité de logement

Eau	1	1 9 5	,	0 0	\$
Égout	2		,		\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4		,		\$
Matières résiduelles	5	1 1 0	,	0 0	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau pour piscine	65,0000	7	par piscine
Service de déchetterie	30,0000	7	par logement
Contrôle des insectes piqueurs	25,0000	7	par logement
Égouts	0,0520	1	
Assainissement des eaux usées	0,0850	1	
Dettes générale	0,1850	1	
Dettes générale aux propriétés annexées	0,0070	1	
Dettes secteur semi-urbain	0,0400	1	
Dettes secteur urbain	0,0760	1	
Eau compteur (de 227m ³ à 11 131 m ³)	0,3830	7	par mètre cube
Eau au compteur (de 11 131 m ³ à 11 359 m ³)	0,4402	7	par mètre cube
Eau compteur (excédent de 11 359 m ³)	0,4952	7	par mètre cube

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	17 488 500
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>34 300</u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	12 851
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	2 951 858
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	59 600
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>14 464 191</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 1 273 585 182

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 1 , 1357 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	3 239 600	1 261 600		194 800	744 000	288 400
De secteur	2	266 500	93 200		34 400	155 900	67 200
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	480 300	168 000		2 700	177 200	37 800
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	3 986 400	1 522 800		231 900	1 077 100	393 400

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	6 788 600	28 300	9 900	12 555 200
De secteur	10	1 554 100	8 600	900	2 180 800
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12				
Autres	13	1 815 200	10 100	1 600	2 692 900
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	10 157 900	47 000	12 400	17 428 900

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 ☒	2 ☐	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 ☐	4 ☒	5 ☐
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 ☐	7 ☒	8 ☐
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 ☐	10 ☒	11 ☐
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 ☐	13 ☒	14 ☐
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 ☐	16 ☒	17 ☐
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 ☐	19 ☒	20 ☐
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 ☐	22 ☒	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 ☒	24 ☐	
Si oui, indiquer le montant.	25	173 849 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>24 925 300 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>2 266 450 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>1 213 400 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>740 000 \$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-10</u>

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 ☒	2 ☐	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 ☒	4 ☐	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 ☒	6 ☐	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 ☐	8 ☒	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 ☐	10 ☐	11 ☒
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 ☐	13 ☐	14 ☒
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 ☐	16 ☐	17 ☒
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 ☐	19 ☐	20 ☒
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 ☐	22 ☐	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Geneviève Lachance , atteste que le rapport financier consolidé de Lachute pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-06-03.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Lachute.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Lachute consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Lachute détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-05-23 20:56:52

Date de transmission au Ministère : 2019/06/05